



Nœud gordien dans la Méditerranée orientale ? Esquisse du conflit chypriote dans l'histoire et au présent

Oliver SCHULZ *

L'entrée de la République de Chypre dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 dans le cadre de l'élargissement de celle-ci envers d'anciens pays communistes de l'Europe centrale, ainsi que deux îles méditerranéennes, n'accentue pas seulement l'extension géographique de l'Union. Avec Chypre, Bruxelles hérita également d'un conflit et d'un problème majeur dans les relations internationales qui ne sont toujours pas résolus. Et le fait qu'avait échoué la tentative onusienne sous l'égide du Secrétaire-général Kofi Annan, qui avait présenté un plan de pacification censé faciliter la résolution du conflit chypriote, ne présente pas seulement un problème à l'Union européenne en tant que médiateur entre Chypriotes grecs et turcs, mais risque en plus d'entraver sérieusement les négociations avec la Turquie sur l'adhésion de cette dernière à l'Union européenne. Les problèmes autour de la question épineuse de la reconnaissance diplomatique de la République de Chypre par la Turquie en tant que préliminaire indispensable à l'ouverture de négociations, firent déjà la preuve des difficultés à venir.

Comme le conflit chypriote est une question très large, objet d'une bibliographie très riche, le présent article ne peut bien sûr pas prétendre traiter ce sujet de façon exhaustive. Il s'agit plutôt d'une brève esquisse du conflit tel qu'il se présente au passé et au présent en se concentrant sur les acteurs insulaires et leur attitude à l'égard du conflit ainsi que sur les enjeux liés au conflit chypriote, notamment la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et les relations gréco-turques qui sont

aujourd'hui encore caractérisées par d'énormes tensions entre ces deux États pourtant membres de l'OTAN. Dans ce contexte conflictuel la question de la sécurité dans la mer Egée et de la délimitation exacte de la frontière gréco-turque jouent un rôle central et sont la cause régulière d'incidents.¹

D'un point de vue de l'approche méthodologique, le présent article essaie de s'éloigner de la présentation traditionnelle qui prévaut dans un grand nombre d'articles d'ordre géopolitique. En effet, la majeure partie de ces études se concentrent surtout sur les enjeux géopolitiques et les intérêts économiques sans tenir suffisamment compte de la dimension sociale qui façonne la politique des gouvernements ou des groupes d'opposition. Cela veut dire que pour l'analyse d'un conflit, par exemple, il est primordial de ne pas seulement voir les dimensions politique et économique, mais encore d'analyser la stratification sociale des parties comme facteur déterminant dans l'évolution d'affrontements et de conflits. Dans le débat méthodologique, un nouveau terme est proposé pour enrichir la recherche dans ce domaine. La *géosociologie* vise ainsi à une étude approfondie de l'étendue géographique de différents types de sociétés ainsi que des effets de cette distribution sur des affrontements et des conflits. Dans cette perspective, le présent article n'est donc pas seulement une esquisse du conflit chypriote, mais peut également montrer des axes de recherche pour de futurs travaux.²

L'histoire : clé de compréhension du conflit actuel

Celui qui veut entrer dans la présentation du conflit chypriote tel qu'il se présente aujourd'hui, doit revenir à l'histoire de Chypre. Non seulement l'histoire est bien évidemment indispensable pour comprendre les origines du conflit actuel, mais elle peut aussi fournir quelques éléments intéressants qui démontrent que, par exemple, les politiques de peuplement à Chypre au cours des siècles ne varient pas tellement. Et l'histoire démontre également la continuité de la valeur stratégique de cette île dans la Méditerranée orientale. convoitée par les Byzantins et les Arabes, l'île devint une possession « latine » au XII^e siècle quand elle fut prise aux Comnènes par Richard « Cœur de Lion » qui la donna à la famille de

Lusignan en tant que fief. Cette période de domination « latine » de Chypre (exercée par les Vénitiens à partir de la fin du XV^e siècle) fut close par les Ottomans en 1571 quand la dernière garnison vénitienne à Famagousta capitula. La période ottomane est particulièrement intéressante pour une étude du conflit chypriote du XX^e siècle, car les Ottomans employaient une stratégie de repeuplement qui fut reprise plus tard par les autorités turques dans la partie septentrionale de l'île. L'administration ottomane fit venir des colons musulmans notamment d'Asie Mineure afin de modifier la composition démographique de Chypre. Cette volonté de consolider la possession d'une île que l'on considérait comme extrêmement importante d'un point de vue stratégique à cause de sa proximité des côtes de l'Asie Mineure introduisit un phénomène démographique qui prévalait jusqu'à l'invasion de l'armée turque en 1974. Il y avait désormais une population musulmane qui était de plus répartie sur l'ensemble de l'île avec un nombre élevé dans le milieu urbain. Outre l'immigration forcée de colons d'Asie Mineure, une partie de la population musulmane de l'île provenait de la population orthodoxe locale qui s'était convertie à l'islam pour pouvoir participer à l'ascension sociale et profiter d'allègements fiscaux.

La domination ottomane proprement dite prit fin en 1878 quand les Britanniques obtinrent le droit d'exercer le pouvoir dans l'île pour le sultan avant d'annexer Chypre en 1914 et de la transformer formellement en colonie britannique en 1923. Si les Ottomans avaient été à l'origine d'une présence musulmane dans l'île, les autorités britanniques contribuèrent beaucoup à l'évolution du conflit chypriote tel qu'il dominait la deuxième moitié du XX^e siècle. Dans le but de stabiliser leur mainmise sur l'île, les Britanniques employaient une stratégie de *divide et impera* qui posa les fondations de l'affrontement entre Chypriotes grecs et turcs, qui avec la naissance du nationalisme moderne, se définissaient de plus en plus en tant que Grecs et Turcs, ce qui était en plus un facteur important pour les interventions de la Grèce et de la Turquie dans les affaires insulaires. En instaurant un régime séparé partant des communautés religieuses comme critère de différenciation, par exemple dans le domaine de l'éducation scolaire, cette politique britannique renforça le sentiment d'appartenir à la communauté grecque ou turque dans l'île. En outre, les colonisateurs cherchaient l'appui d'une des deux populations dans l'île en

l'associant à la position britannique. C'étaient les Chypriotes turcs politiquement dominant dans les affaires de l'île qui craignaient la perte de leur statut social de groupe minoritaire face à une communauté grecque particulièrement dominante dans l'économie et le commerce. Dans le cadre de l'affrontement croissant entre les idéologies des Chypriotes grecs et turcs, ces derniers comptaient sur les Britanniques : la revendication de l'*Enosis* (l'union avec la Grèce) trouva un écho immédiat chez les Chypriotes turcs avec l'idéologie de *Taksim* (la partition de l'île).³

L'après-guerre était caractérisé par une détérioration progressive des relations entre les deux communautés de l'île. Des partis politiques ou organisations qui n'étaient pas déterminés par l'appartenance à l'une des deux communautés étaient rares et surtout représentés par le Parti communiste chypriote et quelques syndicats. L'évolution du nationalisme grec parmi les Chypriotes grecs s'exprima en 1952 par la fondation de l'*EOKA* (Organisation nationale des combattants chypriotes) par le colonel Grivas. Cette organisation poursuivait une double stratégie et menait une action non seulement contre les Britanniques, mais aussi contre la population chypriote turque. Pour les colonisateurs britanniques, Chypre avait gagné énormément d'importance dans le contexte de la Guerre Froide, et à ce point, on peut très bien voir le lien entre le conflit mettant aux prises les deux communautés insulaires et la politique internationale. En fait, la fondation de l'organisation chypriote turque *TMT* (Organisation de défense turque) s'était effectuée avec les soutiens britannique et turc. C'est cette organisation, en menant une lutte terroriste contre la population chypriote grecque, qui représenta le slogan de *Taksim* comme but de son action politique visant à conserver le statut social de la communauté chypriote turque. La fin des années cinquante connaissait donc des affrontements inter-communautaires qui approchaient de la guerre civile, notamment en 1957-1958. Les accords de Londres et Zürich de 1959 stipulaient l'indépendance de l'île, pourtant largement restreinte et sous la tutelle des puissances garantes : la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie. Au moment de l'indépendance de l'île sous le Président Makarios, le patriarche de l'Eglise orthodoxe chypriote, la démographie se répartissait en 77% Chypriotes grecs et 18,3% Chypriotes turcs. Cette dernière population, minoritaire dans l'ensemble de l'île, mais présente dans toutes les parties, se situait entre 13 et 24% de la population à l'échelon local, et elle était

importante dans les villes de Chypre, phénomènes qui démontrent la longévité de structures établies sous la domination ottomane. La constitution de la République de Chypre de 1960 représentait un compromis entre l'*Enosis* grecque et la position turque, qui aspirait à un « retour » de l'île à la Turquie si la Grande-Bretagne abandonnait sa position. Ceci dit, les difficultés inhérentes et le manque de viabilité du régime politique établi s'avèrent presque inévitables, et la question se posa de savoir si le nouvel État pouvait survivre aux tensions communautaires. D'autant plus que les dirigeants politiques des deux côtés essayaient de modifier la pratique constitutionnelle en faveur de leur propre communauté. Les actions de Makarios sont un exemple qui illustrent très bien cette tactique trouvant une correspondance du côté des Chypriotes turcs qui se voyaient défavorisés par rapport à la majorité chypriote grecque de l'île.⁴

Les conditions pour une République indépendante stable n'étaient donc pas établies, et dès le début de l'indépendance, l'instabilité caractérisa les institutions politiques furent instables. Cette paralysie n'exprimait pas seulement le caractère de la constitution comme compromis entre deux communautés insulaires et d'acteurs extérieurs -les Britanniques s'étaient fait céder des bases militaires avant de se retirer formellement de Chypre- mais aussi la fragmentation de la société chypriote ainsi que le fossé entre Chypriotes grecs et turcs. La vie politique était dominée par des partis politiques communautaires s'appuyant sur les nationalismes grec et turc pour arriver au but : *Enosis* ou *Taksim*. Dans le système éducatif, la séparation communautaire établie à l'époque coloniale perdurait et les manuels scolaires étaient importés respectivement de Turquie et de Grèce. Et même les fêtes nationales de Grèce et de Turquie étaient toujours célébrées par les communautés chypriotes grecque et turque après l'indépendance.⁵ Dans ce climat inter-communautaire caractérisé par la méfiance mutuelle et l'exclusion, il n'était pas étonnant de voir surgir des affrontements entre les deux communautés, comme par exemple en 1963-1964. Cette évolution montre d'autres aspects qui caractérisent le conflit jusqu'à aujourd'hui. Ces affrontements entraînèrent les premiers mouvements de population chypriote turque ordonnés par les autorités turques dans l'île qui les regroupèrent dans des enclaves pour mieux pouvoir les protéger contre des attaques commises par des nationalistes chypriotes grecs. Cette politique ne détruisit pas seulement la répartition

démographique des Chypriotes turcs sur l'ensemble de l'île datant de l'époque ottomane, mais renforça également leur isolement comme leur statut de minorité face aux Chypriotes grecs. En raison d'une évolution socioéconomique différente des deux communautés, les Chypriotes turcs dans leur isolement se retrouvèrent dans une situation économique difficile qui entraîna une large dépendance de la communauté vis-à-vis d'aides financières venant de la Turquie. Ce phénomène persiste jusqu'à ce jour dans la République turque de Chypre-Nord qui a besoin du soutien économique et financier d'Ankara. Finalement, les affrontements inter-communautaires furent à l'origine de l'implication de l'ONU qui envoya une mission avec le but d'établir et de maintenir la paix dans l'île.

Le point culminant de la confrontation entre les deux communautés de l'île fut atteint avec le renversement de Makarios le 20 juillet 1974 provoqué par la dictature militaire grecque qui orchestra la prise de pouvoir par l'extrême droite sous le nouveau président Nikos Sampson. Cet ancien militant de l'*EOKA* du colonel Grivas était partisan de l'*Enosis* et poursuivait une politique basée sur des actes terroristes contre la population chypriote turque. Il a pu se maintenir au pouvoir une semaine jusqu'à l'invasion militaire de l'île par l'armée turque. Celle-ci procéda également à une stratégie d'atrocités à grande échelle contre la population civile (chypriote grecque) et incita un grand nombre de Chypriotes grecs à quitter leurs villages et de chercher refuge dans le Sud de l'île.⁶

Les enjeux du conflit chypriote

L'invasion de 1974, qui avait pour résultat l'occupation d'à peu près 40% de l'île par l'armée turque n'aurait pas seulement pu entraîner une guerre entre la Grèce et la Turquie, elle créa également toute une série de facteurs importants jusqu'à ce jour et démontra en plus l'importance d'acteurs extérieurs pour la gestion des affaires intérieures de l'île. L'invasion militaire du nord de l'île en 1974 changea la répartition démographique dans l'île en causant des déplacements internes et en lançant une immigration massive de Turquie encouragée par les autorités chypriotes turques et le gouvernement d'Ankara. En reflétant la recomposition de différents milieux de la société chypriote grecque suite aux flux migratoires, cette

immigration, reprenant la stratégie de peuplement ottoman, changea également la société chypriote turque.⁷ Les réactions de beaucoup de Chypriotes turcs montrent en outre qu'au cours de l'histoire des identités différentes s'étaient formées parmi les Turcs « turcs » et les Chypriotes turcs. Ces derniers ressentirent l'arrivée massive de population rurale notamment d'Anatolie attirée par la perspective d'ascension sociale et de terres délaissées par leurs anciens propriétaires chypriotes grecs comme une « anatolisisation » de la communauté chypriote turque et une marginalisation de la population chypriote turque autochtone.

Outre les changements sociaux dans les deux communautés, l'invasion turque eut des répercussions économiques⁸. Ainsi, des terres propices à l'agriculture (comme à Morphou) étaient perdues par les Chypriotes grecs, ainsi que le port majeur de l'île à Famagousta. Dans le nord de l'île, un État chypriote turc fut proclamé le 13 février 1975 (*Turkish Federate State of Cyprus, TFSC*), qui dès le début fut un satellite de la Turquie avec une dépendance économique totale de cette dernière. La création de l'État chypriote turc, qui le 15 novembre 1983 fut proclamé « République turque de Chypre de Nord », entraîna également la monopolisation de sa politique dans les mains de l'ancien militant chypriote turc Rauf Denктаfl. La politique de celui-ci dans un État non reconnu par la communauté internationale, doit s'appuyer sur Ankara, stratégie compréhensible si on prend en compte les difficultés économiques du Nord de Chypre. Non seulement, les années Denктаfl étaient caractérisées par un exode massif de population fuyant une situation économique désespérante, mais aussi des questions de base comme l'approvisionnement en eau potable, durent être résolus avec l'aide de la Turquie. Le fait que Denктаfl s'appuyait inconditionnellement sur le gouvernement d'Ankara et qu'en même temps les relations gréco-turques continuaient à être mauvaises malgré l'appartenance des deux États à l'OTAN, ne rendait pas possible la résolution du conflit et la réunification de l'île.⁹ Et cela d'autant plus que dans le contexte de la guerre froide la Turquie jouait un rôle primordial dans la stratégie occidentale et ne permettait pas d'imposer des concessions sans borne à Ankara.¹⁰

D'autre part, la candidature ainsi que l'entrée de la République de Chypre dans l'Union européenne n'augmentèrent pas la perspective

d'une résolution du conflit. L'idée selon laquelle l'intégration européenne de l'île pourrait accélérer le processus de réconciliation s'avéra plutôt illusoire d'autant plus que la position de Bruxelles est désormais souvent associée à un parti pris pro-grec puisque l'entrée de Chypre s'était faite avant d'avoir atteint un règlement définitif pour l'île. En même temps, le contexte géopolitique dans lequel les acteurs insulaires agissent reste d'actualité. Outre le lien turc du nord de Chypre qui doit nécessairement influencer sur les négociations de Bruxelles avec Ankara, notamment dans la question extrêmement difficile d'une reconnaissance diplomatique de la République de Chypre, d'autres questions d'actualité causèrent des débats géopolitiques. Ceci ne concernait pas seulement le rôle de Chypre dans le blanchiment d'argent ou dans différents types de trafic, mais aussi l'achat de missiles effectué en Russie qui peut être associé à la question du crime organisé et le rôle de structure mafieuses dans l'économie chypriote. Un autre facteur majeur conditionné par la géographie est la proximité au Proche-Orient qui attribue une place importante à l'île dans les conflits locaux. Le fait que Chypre a été longtemps associée à la position pro-palestinienne n'entraîna pas seulement le soutien de gouvernements arabes, mais affaiblit la position de la Turquie qui ne trouvait pas de soutien pour la République chypriote turque parmi les pays arabes.

Pour revenir au domaine plus « géosociologique » et au lien entre les grandes questions géopolitiques autour de Chypre et la politique insulaire il convient de rappeler les circonstances qui amenèrent l'échec du plan de Kofi Annan envoyé aux *leaders* chypriotes grec et turc le 11 novembre 2002. Ce plan ayant pour but une solution du conflit chypriote avant l'entrée de la République de Chypre dans l'Union européenne échoua en raison de l'opposition chypriote grecque. Et en plus, il permit à l'homme politique du parti DIKO (Parti démocratique), Tassos Papadopoulos, de se mettre en position et de remporter les élections présidentielles. Ces élections démontrent à quel point des partis politiques nationalistes fonctionnent et se maintiennent au pouvoir. Papadopoulos était perçu par l'électorat chypriote grec comme moins en faveur du plan de l'ONU ce qui était déjà décisif, et en plus, des déclarations publiques de Rauf Denktafl allaient avoir une forte influence sur le résultat du candidat Glafkos Klerides, le *leader* des Chypriotes grecs à l'époque. En effet, dans ces propos, Denktafl laissait entendre que les négociations sur le

futur statut de Chypre entamées dans le cadre du plan Annan n'étaient pas entrés dans une phase définitive. Il ne fut cependant pas prouvé que c'était une stratégie ciblée afin d'influencer le comportement électoral chypriote grec. Le résultat de l'élection présidentielle, qui amena Papadopoulos au pouvoir révèle pourtant le lien étroit entre le contexte géopolitique et la politique locale. Et tant que les *leaders* politiques de l'île chercheront à influencer sur l'orientation en politique étrangère ainsi que des arguments nationalistes pour s'assurer une clientèle stable et se maintenir au pouvoir, la résolution de conflit en Chypre sera toujours extrêmement difficile à réaliser.¹¹

* Chercheur en Histoire contemporaine à l'Université de Heinrich Heine- Dusseldorf et Correspondant de Géostratégiques à Berlin- Allemagne.

Notes

1. Le lecteur français trouve une très bonne analyse et une riche bibliographie dans Pierre Blanc, *La déchirure chypriote. Géopolitique d'une île divisée*, Paris 2000 (Histoire et Perspectives Méditerranéennes).
2. Jean-Paul Charnay a développé la méthodologie de la « géosociologie » ainsi que des axes et perspectives de recherche pour de futurs travaux dans ce domaine. Vr. Jean-Paul Charnay, « Géosociologie. Note méthodologique », *Géostratégiques*, n°12, 2006, pp. 19-36. Cette dimension sociale comme composante de recherche est reflétée dans le débat méthodologique en histoire des relations internationales. Dans ce débat on revendique une historiographie des relations internationales qui intègre davantage l'histoire sociale dans ses analyses afin de s'éloigner de l'histoire diplomatique traditionnelle fixée sur les grands hommes et les événements. Vr. R.B.J. Walker, "History and structure in the theory of international relations" in James Der Derian (éd.), *International theory. Critical investigations*, Basingstoke/London 1995, pp. 308-339 ; Christopher THORNE, *Border Crossings. Studies in International History*, Oxford/New York 1988, pp. 31-32.
3. Comme la naissance du conflit chypriote se situe dans l'après-guerre et à l'époque de la dissolution progressive de l'empire colonial britannique, on s'aperçoit que d'un point de vue la question chypriote actuelle est un vestige du colonialisme britannique qui lui-même était lié à la dissolution

progressive de l'Empire Ottoman aux XIX^e et XX^e siècles. Même si l'affrontement actuel n'est pas caractérisée par la violence politique, la Chypre peut être citée dans la même ligne que la Palestine ou le Cachemire, conflits majeurs actuels toujours pas résolus et vestiges de la décolonisation.

4. Sur la constitution de 1960 cf. Zaim M. Necatigil, *The Cyprus question and the Turkish position in international law*, Oxford 1989, pp. 13-17.
5. Cf. Joseph S. Joseph, *Cyprus. Ethnic conflict and international concern*, New York [et al.] 1985 (American University Studies. Series X: Political Science; tome 6), pp. 53-57.
6. Cf. Richard Clogg, *A concise history of Greece*, Cambridge 1992, pp. 156-157, 169-171.
7. L'évolution démographique est esquissée par Hansjörg Brey/Günter Heinritz, *Bevölkerungsverteilung und Siedlungsstruktur in Zypern nach 1974*, Wiesbaden 1988 (Beihefte zum Tübinger Atlas des Vorderen Orients. Reihe B (Geisteswissenschaften); tome 76).
8. La structure des deux sociétés en Chypre est résumée par Niyazi Kizilyürek, "Sozialstruktur" in Detlev Grothusen/Winfried Steffani/Peter Zervakis (éds.), *Zypern*, Göttingen 1998 (Südosteuropa-Handbuch; tome 8), pp. 516-558.
9. Les tensions gréco-turques donnèrent naissance à un grand nombre de publications partisans des deux côtés. Pour le côté turc, vr. par exemple S. R. Sonyel, *The Turco-Greek conflict*, Ankara 1985. L'intention de cet ouvrage devient claire quand on voit qu'il a été publié par la « Cyprus Turkish Cultural Association ». Sonyel ne dissimule pas son attitude anti-grecque dans sa publication largement réductionniste et se concentre surtout sur les atrocités commises par des Grecs pendant la guerre d'indépendance et lors des différentes guerres au XIX^e et XX^e siècle (Crète, Macédoine, l'occupation de l'Asie Mineure 1919-1922).
10. Sur les rivalités en Mer Egée concernant la délimitation exacte de la frontière entre la Turquie et la Grèce et qui sont également liées à la question sur la minorité musulmane en Grèce vr. Özdemir A. Özgür, « The

Greco-Turkish disputes over the Aegean Sea » in *Südosteuropa*, n° 45, 1996, pp. 615-638.

11. Cf. David Hannay, *Cyprus, the search for a solution*, London/New York 2005, pp. 199-200.



